

**DECENTRALISATION, DEMOCRATIE ET GOUVERNANCE AU  
CAMEROUN : ESSAI D'ANALYSE PROSPECTIVE**

**DECENTRALISATION, DEMOCRACY AND GOVERNANCE IN  
CAMEROON: AN ATTEMPT TO A PROSPECTIVE ANALYSIS**

**Florent Guy ATANGANA MVOGO**

PhD en Science politique, enseignant chercheur,  
Université de Ngaoundéré – Cameroun,  
e-mail : [atanganamvogoflorentguy@yahoo.fr](mailto:atanganamvogoflorentguy@yahoo.fr)

**Résumé**

Décentralisation, démocratie et gouvernance sont fortement corrélés dans le contexte africain actuel marqué par le primat de l'idéologie libérale et celle de bonne gouvernance. La mise en œuvre optimale de la décentralisation a indéniablement une plus-value sur la démocratie et la bonne gouvernance. Au Cameroun, la décentralisation étant en cours d'implantation, il apparaît opportun de recourir à l'analyse prospective, pour envisager les scénarios susceptibles de faire ou non de la décentralisation un adjuvant au processus de démocratisation et à la bonne gouvernance.

**Mots clés : Décentralisation, Démocratie, Gouvernance, Prospective, Cameroun.**

**Abstract**

Decentralization, democracy and governance are highly correlated in nowadays african context dominated by the liberal ideology and that of good governance. It is set that an optimal implementation of decentralization can undoubtedly improve democracy and governance in a country. In the case of Cameroon, the implementation of decentralization is still going on. As such, a prospective analysis seems to be appropriated in order to examine how decentralization could or not improve the process of democracy and the practice of good governance in the country.

**Key words: Decentralization, Democracy, Governance, Prospective, Cameroon.**

**Introduction**

Dans son ouvrage sur les règles de la méthode sociologique, E. DURKHEIM soutient que la première démarche du sociologue doit être de définir les choses dont il traite, afin que l'on sache et qu'il sache de quoi il est question (Durkeim1983 :34-35) Il s'agit là d'un postulat/prescription méthodologique qui est partagé par J. BODIN qui recommande de rechercher en toute chose la fin principale. La définition étant pour lui la fin du sujet qui se

présente, le reste en découle et les conséquences s'en suivent naturellement (Bodin 1989 : 1) . Partant de ce paradigme interpellatif, la clarification des concepts opératoires du présent thème s'impose comme un impératif catégorique. La question préalable à tout développement ici est alors celle de savoir à quoi renvoient les concepts de décentralisation, de gouvernance et d'analyse prospective ?

La décentralisation est un principe ou une modalité d'aménagement ou de gestion de l'Etat unitaire. Elle consiste en un transfert de compétence à une autorité élue disposant de la capacité d'exercer ces compétences . Au-delà de la figure géographique à laquelle on l'a souvent confinée, la décentralisation apparaît comme un principe d'aménagement politique, économique et social de coexistence entre des groupes ayant leurs particularités propres, à l'intérieur d'un groupe plus vaste, à savoir, la communauté nationale (Pactet 1993 : 4) .

Au Cameroun, « la réforme de la décentralisation apparaît fondamentalement comme une réforme politique » (Ako'o Akouafane 2009 :13) . Elle est loin d'être une simple réforme administrative, parce qu'elle induit une réforme plus globale de l'Etat, voire une redéfinition des rapports entre le citoyen et l'Etat. La complexité sociologique du Cameroun constitue, en effet, l'un des facteurs déterminant de l'orientation vers le processus de décentralisation en tant que réforme politique, et rend séduisante l'étude sociologique de celle-ci, surtout en rapport avec la bonne gouvernance, en tant qu'elle est avec la décentralisation le substratum basic du processus de modernisation politique en cours dans les pays d'Afrique subsaharienne depuis deux décennies.

D'un tout autre côté, c'est une lapalissade de dire que « le concept de gouvernance connaît un regain d'intérêt dans le vocabulaire politique et scientifique en Afrique. Ce regain d'intérêt s'accompagne paradoxalement d'un manque de définition précise ou communément admise » (Bratton et Rotchild 1992 : 375), en raison de ce qu'il s'agit d'un concept à la fois normatif et

multidimensionnel qui se réfère à la manière de gérer les affaires aussi bien économiques, politiques que culturelles. Dans l'abondante littérature qui lui est, la notion de gouvernance est tour à tour qualifiée " d' idée de monde riche", " d'attrape tout ", " de concept fragile , flou, fluctuant, passe-partout. Cette multidimensionnalité du concept constitutive d'ambiguïté est par exemple soulignée par Gerry STOCKER lorsqu'il écrit : « Les études qui traitent de gouvernance sont d'inspiration disparates. Leurs racines théoriques sont variées : économie institutionnelle, relations internationales, études des organisations, études du développement, science politique, administration publique et théorie d'inspiration foucaldienne » (Stocker 1998 :20). Toutefois, on peut dire qu' il existe une ossature normative et morale sans laquelle on ne peut parler de bonne gouvernance, et dont la présence dans un système politique constitue un indicateur référentiel de celle-ci. Ce noyau dur se cristallise autour de la gestion participative, de la recherche du consensus, de la responsabilité, de la transparence, de la décentralisation, de la démocratisation, de la réactivité, de l'équité et du respect des droits de l'homme. L'objectif de la bonne gouvernance est de rendre l'action publique plus efficace, plus proche du bien public et de l'intérêt général, et donc plus légitime dans la perspective d'un développement durable (Batista et al.2003 :103). Au vu de ce qui précède, on peut dire que la gouvernance est « (...) une gestion des affaires publiques par la génération d'un régime (ensemble de règles) accepté comme légitime visant à promouvoir et à améliorer les valeurs sociales auxquelles aspirent individus et groupes » (Wamou 2000 :15).

Par delà ce pré-requis définitionnel, on peut s'interroger sur la valeur ajoutée probable de la décentralisation du point de vue social, politique et économique en rapport avec le processus de démocratisation, l'exigence d'une bonne gouvernance et, idéal d'un développement durable, de même que sur les facteurs limitant de cet apport. Autrement dit, il s'agit pour nous de nous projeter dans le temps pour saisir la portée de la décentralisation dans l'amélioration

de la démocratie, de la gouvernance, et du développement durable au Cameroun. En l'état actuel des choses, le processus de décentralisation est encore à son entame : Les régions annoncées dans la constitution ne sont pas encore opérationnelles, le transfert des compétences n'est pas achevé, etc. Le fait est que si l'exigence de démocratisation et d'une bonne gouvernance sont implacables, relativement à la dynamique sociale et politique du Cameroun, La décentralisation telle que constitutionnalisée en janvier 1996 est un processus dont la mise en œuvre commence à peine. Certes, la décentralisation n'a pas toujours été absente des processus et de la lexicologie administratifs et politiques du Cameroun. « Elle remonte en effet aux années 1920, avec la création des *local authorities et local councils* dans la partie occidentale du Cameroun où les anglais pratiquaient l'*indirect rule*, et de 1941 où les communes mixtes urbaines et rurales ont été créées par les français, d'abord à Yaoundé puis à Douala pour la partie orientale du Cameroun [...]<sup>9</sup> » On pourrait cependant noter que si la décentralisation remonte aux années d'avant l'indépendance, le processus actuel est consécutif à la période de crise économique qui a connu son paroxysme avec les problèmes de décentralisation au début des années 1990. La crédibilité des pouvoirs publics semblait dès lors mise en mal du fait du peu de réponses apportées aux problèmes quotidiens des citoyens. Il apparaissait d'ailleurs que certaines responsabilités étaient de plus en plus lourdes à assumer au niveau central » (Ngane 2010 :7).

A partir de ce qui précède, l'étroitesse du lien entre la « nouvelle décentralisation » et la problématique de la démocratisation, et de la gouvernance devient évidente dans le contexte camerounais actuel. Celle-ci apparaît pour le Cameroun comme une prescription médicale devant permettre de soigner « le mal d'Etat » (Sawadogo Raogo 2001 : 152) dont souffre le pays. Et, comme toute prescription médicale, l'effet n'est pas immédiat à la consommation. Aussi, l'approche prospective nous semble-t-elle indiquée pour mener à bien notre dessein. La prospective, convient-il de rappeler, loin de prévoir l'avenir, consiste à élaborer des scénarios

possibles et impossibles dans leur perception du moment sur la base des données disponibles. Elle est une démarche qui, dans une perspective à la fois déterministe et étholistique, vise à préparer aujourd'hui pour demain. Le spécialiste de la prospective se distingue dès lors du prolongeur de tendances et du visionnaire, en ce que ces derniers élaborent des scénarios à partir des révélations. La fonction première de la prospective est de synthétiser des risques et d'offrir des visions (temporelles), en tant qu'aide à la décision stratégique. A ce titre, elle se décline en deux autres fonctions, à savoir, la réduction des incertitudes (et éventuellement de certaines angoisses) et, la priorisation ou la légitimation des actions.

Sur la base de cette démarche, la décentralisation est perçue au Cameroun comme un adjuvant au processus de démocratisation en cours, mais aussi comme un catalyseur de la bonne gouvernance au Cameroun.

## **I. LA DECENTRALISATION COMME PRINCIPE DE RENFORCEMENT DU PROCESSUS DE DEMOCRATISATION AU CAMEROUN**

L'effet de contagion des « vents d'Est » des années 1990, combiné à la pression des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, et à la pression de la société civile émergente, a engagé les régimes politiques de l'Afrique au Sud du Sahara dans des processus de démocratisation à géométrie variable. A l'entame de ces processus, certains auteurs africanistes comme (Bayart 1991 :6), sous le coup de l'incrédulité se sont montrés sceptiques quant aux conditions réelles d'une démocratisation durable des sociétés politiques sub sahariennes. Quoiqu'il en soit, ces processus se poursuivent aujourd'hui, avec des fortunes diverses, il est vrai. Dans ce déferlement généralisé vers la démocratisation, la décentralisation occupe une place de choix. Au Cameroun, elle est perçue comme devant renforcer le processus de démocratisation enclenché. Toutefois, au regard de la trajectoire suivie par ce processus à ce jour, et surtout en

se projetant vers l'avenir, il apparaît qu'un certain nombre de facteurs risque de biaiser les effets démocratiques qu'elle est supposée engendrer.

### **I.1. Les indicateurs d'un probable renforcement du processus de démocratisation par la décentralisation**

Deux faits majeurs autorisent à créditer la décentralisation d'un coefficient de renforcement du processus de démocratisation : le contexte sociopolitique et économique dans lequel l'idée de décentralisation a pénétré la société politique camerounaise et, le fort potentiel démocratique dont elle est porteuse dans son orthodoxie, lorsqu'elle repose sur une base territoriale ou géographique.

#### **I.1.1. Le contexte sociopolitique et économique de pénétration de l'idée de décentralisation au Cameroun**

Si la décentralisation ne peut être identifiée à la démocratisation, force est de reconnaître qu'elle « est toujours adoptée dans un contexte bien déterminé » (Castor1998:4) . Le contexte dans lequel l'idée de décentralisation pénètre le Cameroun est de toute évidence un contexte de crise multiforme : crise socioéconomique, crise de légitimité, crise sociopolitique du fait du déficit de démocratie dont souffrait le pays, crise de la forme de l'Etat etc. Le mot crise, faut-il le rappeler, « lorsqu'il se rapporte à l'existence d'un groupe social, désigne une phase difficile traversée par ce dernier. [Aussi renvoie-t-il à] une constellation de notions interrelationnées [et évoque notamment] :

- l'idée de perturbation qui peut être intérieure ou extérieure ;
- l'accroissement des désordres et incertitudes ;
- le blocage/déblocage dans le dispositif de réorganisation permanente qui suscite ou permet le déblocage des potentialités ou des réalités inhibées » (Morin 1984 :20)

La crise multiforme qui a affecté l'Etat du Cameroun à partir de la seconde moitié des années 1980, sans égard à ses causes internes ou externes, conjoncturelles ou structurelles, a engendré des perturbations, des désordres et des blocages dans le fonctionnement quotidien de l'Etat du Cameroun. Aussi a-t-elle exposé ce dernier, à l'extérieur aux douloureuses exigences des bailleurs de fonds, et à l'intérieur à une agitation sociopolitique faite de revendications à portée libérale qui, en fait, dévoilaient le potentiel démocratique d'une bonne franche de la population longtemps inhibé par « l'autoritarisme dur » (Medard 1991 :98-99) pratiqué par le régime en place depuis l'indépendance.

Du point de vue international, la décentralisation est présentée comme une exigence faite par les bailleurs de fonds internationaux en faveur de la restructuration et de la modernisation des systèmes politiques des pays sous- développés en panne. Telle est du moins la perspective de la Banque mondiale qui, en 1989, constatant l'échec des politiques d'ajustement structurel imposées aux pays du tiers-monde au début des années 1980, s'était recentrée sur l'« internalisation » ou l'appropriation des technologies importées et la participation active des populations locales à la réalisation des projets. Elle imputait alors cet échec au manque d'institutions participatives, et pensait qu'il fallait pallier cette insuffisance en encourageant le débat public, ouvert et, en soutenant une presse libre. Le tiers monde se retrouvait ainsi engagé dans un nouveau type de conditionnalités, cette fois-ci dites démocratiques. Dans l'appel à la démocratisation formulé par les bailleurs de fonds à l'endroit des pays africains, la Banque mondiale s'en était tenue à « la bonne gouvernance qui, au cours de sa première mise en œuvre, consistait à la double volonté de rapprocher les décisions du lieu de leur mise en œuvre et d'accroître la soumission aux autorités publiques aussi bien au niveau national qu'au niveau local, à travers la décentralisation » (Devillier 2010 :37-38) . La bonne gouvernance à laquelle participe la décentralisation était ainsi érigée en exigence et critère d'aide au développement par la Banque Mondiale, le FMI et bien d'autres bailleurs de fonds. Avec le



lancement dans les années 1990 des processus de démocratisation et des conditionnalités politiques d'aide au développement, les bailleurs de fonds s'alignèrent sur les espoirs suscités par cette nouvelle vague démocratique. Du coup, les exigences d'une bonne gouvernance vinrent se confondre avec celles de démocratisation des régimes africains. Ainsi, non seulement la Banque mondiale discutait de la gouvernance en termes de réformes du secteur public, de responsabilité politique, de légitimité du régime et d'institutionnalisation du pouvoir, par opposition à son usage personnel, mais aussi elle mettait l'accent sur l'importance du pluralisme politique, notamment sous ses exigences de participation et de décentralisation.

De nombreux pays occidentaux comme la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, etc, orientèrent leurs politiques d'aide bilatérale au développement vers les conditionnalités politiques. L'organisation de coopération et de développement (OCD), dans son discours sur le développement participatif s'inscrit également dans cette mouvance de conditionnalités politiques. Le sens qu'elle donne à l'expression développement participatif en fait « la libération des énergies par une décentralisation des pouvoirs de décision et une large participation de la population aux processus, mécanismes de production et de mise en œuvre des conclusions » (Nack Mbach 2003 :27). C'est dans ce contexte international généralisé de conditionnalités politiques d'aide au développement que la décentralisation, telle qu'elle est aujourd'hui envisagée au Cameroun, est inscrite dans la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996 dans son article 1 alinéa 1.

Au plan interne, le contexte de pénétration de l'idée de décentralisation au Cameroun est étroitement marqué par des revendications politiques à portée démocratique. Au-delà de la question de savoir si le processus de démocratisation du régime politique camerounais est concomitant à l'accession de Paul BIYA au pouvoir ou plutôt aux vents d'Est, l'on doit reconnaître que le début des années 1990 a été producteur d'une agitation politique sans

précédant au Cameroun. Cette agitation porteuse de la revendication de la démocratie libérale, s'est faite sur fond d'une crise économique profonde. Elle a eu pour déclencheur l'affaire Yondo Madengue Black. A la suite de la saisie dans son étude, par la police, d'un document sur « La coordination nationale de la démocratie et le multipartisme », Yondo Madengue Black et d'autres personnes seront interpellés, puis traduits au tribunal militaire, sur la base de l'ordonnance de 1962 sur la répression de la subversion, soupçonnés qu'ils sont de vouloir créer un parti politique. Ils seront condamnés mais ne purgeront pas leur peine. Leurs revendications seront appropriées par la société civile en gestation. Le Barreau, les organisations estudiantines, l'Eglise chrétienne, les organisations de défense des droits de l'homme, les partis politiques en gestation, etc, se dresseront contre le régime en place pour revendiquer la démocratie et son corollaire de libertés et de droits de l'homme. Dans cette mouvance revendicative, se posait également le problème des replis identitaires, de la forme de l'Etat. Ce problème qui remet à l'ordre du jour la problématique du centralisme étatique à la française au Cameroun ouvre la voie à la revendication fédéraliste d'une partie des anglophones (c'est le cas de Ni John Fru Ndi, président du *social democratic front*), à des velléités sécessionnistes pour certains autres (c'est le cas des organisations *Ambazone*, *Cameroon National council* et *Southern cameroon people's organisation*), ou plutôt au maintien d'un Etat unitaire dans une formule qui accorde un peu plus d'autonomie aux groupes sociaux qui le constituent (c'est la position du régime en place qui débouchera sur l'option constitutionnelle de décentralisation). Dans tous les cas, le pluralisme socioculturel de la population du Cameroun, au regard de la forme unitaire centralisé de l'Etat, aurait pu difficilement laisser cette dernière intacte, suite au processus de démocratisation enclenché au Cameroun à partir de 1990. Ce contexte interne de pénétration de la décentralisation indique, comme le contexte international que la décentralisation est porteuse d'espoir quant à

l'éventualité de l'élargissement de l'espace de libertés, du renforcement du processus de démocratisation au Cameroun.

### **I.1.2. La décentralisation, un processus à fort potentiel démocratique**

L'on ne saurait assimiler décentralisation et démocratie sans tomber dans le piège d'une confusion des genres qui fausse l'analyse. En effet, il peut y avoir démocratie sans décentralisation. La démocratie dans les cités antiques grecques est généralement considérée comme référence, alors qu'elle a fonctionné sans le moindre recours à la décentralisation telle qu'on l'entend aujourd'hui. D'ailleurs, il eut été absurde de parler de décentralisation dans le cadre d'unités politiques aussi réduites. De même, la cinquième république française des années 1960 et 1970 n'était-elle pas démocratique, faute de décentralisation ? Inversement, il peut y avoir décentralisation sans démocratie, notamment lorsque celle-ci a pour ressort les services. On parle alors de décentralisation technique ou par service. Toutefois, lorsque le ressort de la décentralisation est territorial, elle est dans son orthodoxie vectrice de démocratie. La démocratie suppose qu'« [...] au dessus de toutes les institutions et en dehors de toutes les formes réside un pouvoir, celui du peuple, qui les détruit ou les modifie à son gré » (De Tocqueville 2001 :5). Le primat de la volonté du peuple est au cœur de la démocratie : « *Democracy is a system of government wich embodies, in a variety of institutions and mecanisms the idea of politics based on the will of the people* » (Boutros Boutros1996:4). Certes, de par sa nature constitutive, « le peuple ne saurait gouverner lui-même [...] mais il veut toujours le bien de l'Etat, et son instinct ne manque pas de lui désigner ceux qu'un même désir anime et qui sont les plus capables de tenir en main le pouvoir » (De Tocqueville 2001 :6) . Il ya là l'idée de démocratie représentative qui garantie la participation du peuple aux processus politiques à travers des élections libres et concurrentielles. « La démocratie représentative, par opposition à la démocratie directe dans laquelle le peuple est

supposé prendre lui-même les décisions, permet de confier l'exercice du pouvoir à des représentants élus au suffrage universel et chargés de décider au nom de la nation ou de l'ensemble du peuple » (Peya 2014 :14-15) Le débat sur la décentralisation a souvent été cité à raison plus qu'à tort comme un indicateur de la pugnacité des acteurs à vouloir imposer un jeu démocratique. Il en est ainsi parce que la décentralisation territoriale active, au niveau local ou régional, le principe de l'élection ; ce faisant, « elle introduit la démocratie là où elle est particulièrement nécessaire, c'est-à-dire à la base, et permet de satisfaire les aspirations des populations qui s'estiment non sans raison mieux informées et mieux qualifiées pour s'administrer elles-mêmes et décider de leur avenir » (Pactet 1993 : 50), à travers des représentants élus. Décentralisation et démocratie locale se trouvent ainsi intimement associées, par le biais des principes électif et représentatif. Dans des pays comme la France, la commune est considérée comme la source même de la vie démocratique, parce que perçue comme « la cellule de base de la société » (Boure et Loiseau 2003 :12). En effet, il ne fait aucun doute qu'« un certain degré de démocratie est le premier élément d'une décentralisation effective » (Ribot 2004 :2) La démocratie locale qu'induit la décentralisation est une composante de la démocratie tout court. Elle est la résultante logique d'une décentralisation démocratique et d'un pluralisme institutionnel démocratique qui permettent de mettre facilement en œuvre au niveau local la participation citoyenne, le principe de la majorité et la capacité de rendre compte qui sont des éléments fondateurs de la démocratie.

## **I.2. Les facteurs pouvant biaiser les effets démocratiques attendus de la décentralisation au Cameroun**

La démocratie étant un idéal qui s'incarne plus ou moins dans la réalité, elle est susceptible de plus ou de moins. Le contexte ou plutôt l'environnement dans lequel cet idéal est appelé à s'incarner impacte sur le degré et l'état des lieux de la démocratie. La démocratie aux Etats

unis d'Amérique par exemple ne saurait être décryptée exactement dans les mêmes termes que dans le contexte britannique ou français. Dans les pays ayant connu la dictature et, qui se sont engagés dans des processus de démocratisation comme le Cameroun, cet environnement, de par ses caractéristiques, tend à biaiser l'idéal démocratique. Ceci dit, si par principe la décentralisation est créditée d'un fort potentiel démocratique, ce potentiel dans ces pays peut être compromis dans la phase d'opérationnalisation de la décentralisation par un certain nombre de facteurs environnementaux. Au Cameroun, ces facteurs sont à la fois d'ordre psychologique et sociopolitique.

### **I.2.1. Les facteurs d'ordre psychosociologique.**

Dans l'arène politique comme dans le champ social tout court, le changement s'opère non sans résistance. Le changement politique peut se définir comme un processus de transformation des structures politiques. Il peut-être évolutif où révolutionnaire, peu importe ; le plus important étant qu'il butte toujours à des résistances qui configurent la dialectique de l'ordre et du mouvement. Qu'elles soient conscientes ou non, ces résistances s'enracinent généralement dans le concept d'habitus. Dans son origine latine, le concept d'habitus se réfère à une manière d'être, une allure générale, une tenue, une disposition d'esprit. P. Bourdieu, sociologue français qui a popularisé le concept d'habitus en France, s'en réfère comme à un « système de dispositions réglées, [...] une mythologie politique réalisée, incorporée, devenue disposition permanente, manière durable de se tenir, de parler, de marcher, et par là, de se sentir et de penser » (Bourdieu 1984 :117) . Ainsi entendu, l'habitus est structuré grâce à la socialisation. Le rôle de la socialisation dans la structuration de l'habitus est d'autant plus sensible que « [...] l'habitus est le produit d'inculcation et d'appropriation nécessaire pour que ces produits de l'histoire collective que sont les structures objectives (eg. de la langue, de l'économie, etc.) parviennent à se reproduire, sous la forme de dispositions durables, dans

tous les organismes (que l'on peut si on veut appeler individus) durablement soumis aux mêmes conditionnements, donc placés dans les mêmes conditions matérielles d'existences » (Bourdieu 1972 :221).

L'introduction de la décentralisation au Cameroun, dans le contexte actuel de démocratisation, constitue, à n'en point douter un changement politique majeur. Ce changement est d'autant plus notable que le Cameroun a longtemps vécu l'autocratie municipale avec le règne des administrateurs municipaux nommés dans le cadre du parti unique et des sous-préfets –maires à la tête des communes. Cette socialisation à l'autocratie, à la monocratie a développé dans la classe politique encore aux affaires des *habitus* qui seront difficilement favorables à la démocratie locale, ou à la démocratie tout court, qu'appelle la décentralisation. Les résistances à la pénétration de la démocratie locale au Cameroun dans cette classe politique sont renforcées, au-delà des *habitus* autocratiques qui structurent les comportements de résistance à l'idée d'une décentralisation réelle, par la peur de l'inconnu, de l'incertain que brandit toujours un futur porteur de changement. On se rappelle qu'au début des années 1990, cette crainte a suscité des marches contre la démocratie, le multipartisme, le pluralisme politique, avec des slogans comme « Non au multipartisme précipité », « Nous ne voulons pas des modèles prêts à porter » etc. On peut également comprendre la lenteur avec laquelle le processus de décentralisation se met en place. Introduite dans la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, l'idée de décentralisation a du mal à se matérialiser dans la société politique camerounaise. Si les communes qui existaient déjà avant 1996 révèlent des indicateurs d'une décentralisation en cours d'implantation, la mise sur pied des régions considérées comme collectivités territoriales décentralisées semble ne pas encore s'inscrire dans l'agenda gouvernemental plus de 20 ans après la promulgation de cette loi constitutionnelle. Les régions collectivités territoriales décentralisées s'avèrent ainsi être de véritables serpents de mer à ce jour. Il y a dans cette lenteur dans la mise en place des

institutions décentralisées une attitude prudentielle caractéristique du « principe de précaution » (Bourg 2002 :25),et que semble officiellement justifier le principe de la progressivité de la mise en place des institutions prévues par cette loi constitutionnelle.

### **I.2.2. Les facteurs sociopolitiques**

Ces facteurs sont étroitement liés aux règles du jeu politique telles qu'elles fonctionnent au Cameroun. La notion de règles ici n'a rien à voir avec son acception juridique. Bien au contraire, sa filiation avec la sociologie mérite d'être soulignée, tant il est vrai qu'il s'agit de règles structurales communes à la société politique camerounaise dans le contexte de lutte pour le pouvoir sous le processus de démocratisation amorcé dans les années 1990. On relève en effet un certain nombre de constances dans la vie politique camerounaise depuis l'avènement du pluralisme politique et, même bien avant, qui ont tendance à la structurer durablement de manière à produire un modèle de lutte pour le pouvoir propre au Cameroun. Ces constances tendent à biaiser les avancées démocratiques au Cameroun, y compris au niveau local où la décentralisation est supposée créditée d'un apport non négligeable dans la dynamique démocratique. On peut ainsi relever que la compétition électorale aussi bien au niveau national qu'au niveau local est structurée par la donnée ethnique et identitaire qui débouche sur des phénomènes tels que l'opposition autochtone- allogène, majorité ethnique- minorité ethnique, la recherche des équilibres entre des ethnies à prétention hégémonique revendiquant une « emprise naturelle » sur la même circonscription électorale laquelle débouche souvent sur des alliances ethno-politiques, etc. Dans un article sur « les problèmes liés à l'urbanisation, la chefferie traditionnelle et la question identitaire en pays *bamiléké* au Cameroun », I. Mouiche relève que dans « l'Ouest Cameroun, les rivalités au relent identitaire sont séculaires et persistent aujourd'hui tout en se réactualisant, au gré des circonstances, ceci même en matière électorale » (Mouiche 2012 :288). Dans le même registre d'un processus de

démocratisation sur fond de lutte hégémonique entre groupes ethniques, avec pour enjeu le partage des postes politiques locaux au Cameroun, I. Mouiche s'appuie sur le cas des querelles politiques entre les *Mbo* et les *Bamiléké* à *santchou*, un arrondissement du département de la menoua à l'Ouest du Cameroun. Dans cette localité soutient-il, « les *Bamiléké* minoritaires dans l'arrondissement ont toujours subi la domination des *Mbo* dans la répartition des postes politiques locaux (maire, député, etc.) sous le parti unique, sans possibilité d'exprimer le moindre dissentiment. La libéralisation politique a ouvert à ces derniers un espace public d'expression, [avec pour substratum basique l'ethnicité], d'une lutte ouverte pour la conquête des postes politiques locaux, même si l'incertitude générée par l'espace publique ainsi ouvert en leur faveur n'a pas réussi à dissiper leur domination » (Mouiche 2011 :71-99).

On peut également relever l'impact que pourrait avoir le caractère plus ou moins corrompu du système électoral sur la plus-value démocratique de la décentralisation. L'expression corruption à laquelle il est fait allusion ici, loin de s'enfermer dans une logique péjorative du type *Transparency International*, indique des dysfonctionnements, de quelque nature qu'ils soient, qui peuvent affecter l'un ou l'autre des éléments dont l'interaction contribue à construire un système électoral démocratique. La décentralisation suppose l'organisation à une périodicité bien déterminée des élections au niveau local et régional. Une élection pour être démocratique au sens libéral du terme doit sacrifier à un certain nombre de pré-requis. Elle doit par exemple laisser libre court à la concurrence et s'appuyer sur un fichier électoral fiable. Sur ces deux points, le doute est à bien des égards permis au Cameroun. D'abord, le système d'investiture des candidatures au sommet des partis qui a cours dans la quasi-totalité des organisations politiques, au détriment du choix par la base de ces derniers, ne permet pas à la décentralisation d'optimiser son potentiel démocratique, parce que favorisant le clientélisme et la cooptation qui ne font pas bon ménage avec les principes démocratiques.



Ensuite, l'observation de la scène politique camerounaise depuis l'avènement du pluralisme politique au début des années 1990 donne à croire, malgré la création de l'Observatoire National des Elections (ONEL) et le passage à *Elections Cameroon* (ELECAM) ou même la tendance à l'adoption du système biométrique, qu'il ya des problèmes dans l'établissement des listes électorales et la distribution des cartes d'électeur. A propos des élections couplées législatives et municipales de 2007, H. Touo parle d'« absence de fiabilité dans l'établissement des listes électorales [...] pourtant, précise-t-il, l'inscription de tous les électeurs potentiels est la base de légitimation de toute élection démocratique [...] Les pratiques sélectives minimisent les vertus de l'élection, socle de tout pouvoir républicain » (TOUO 2010 :289-309)

A ces éléments qui participent des règles du jeu politique au Cameroun, on pourrait ajouter d'autres tels que les tendances oligarchique, patrimonialiste et gérontocratique décelables à un titre ou à un autre dans le système politique camerounais et, qui se situent aux antipodes des pratiques, normes et valeurs démocratiques dont est porteur un processus de décentralisation qui s'inscrit dans l'orthodoxie des choses.

Au détour des développements qui précèdent, il apparaît que le processus de décentralisation enclenchée au Cameroun, s'il n'est pas en lui-même synonyme de démocratisation, pourrait permettre une avancée sur le terrain démocratique au regard des indicateurs sus analysés, malgré les facteurs pouvant entraver cette avancée. Il reste à explorer les vertus de la décentralisation relativement au développement durable et à une gestion efficace de la sphère publique.

## **II- LA DECENTRALISATION COMME CATALYSEUR DE LA BONNE GOUVERNANCE**

Si dans une approche prospective, la décentralisation est susceptible de renforcer, même de manière relative, la démocratisation en cours dans le pays, elle y apparaît tout aussi comme un facteur de bonne gouvernance, en tant que celle-ci est perceptible à travers l'efficacité dans la gestion de la sphère publique et est porteuse du développement durable à l'échelle local et régional.

## **II.1. Les perspectives d'une gestion efficace et légitime de la sphère publique locale et régionale au Cameroun par le biais de la décentralisation**

L'efficacité de la gestion de la sphère publique qu'appelle inexorablement la bonne gouvernance passe par une gestion participative, responsable et transparente des affaires publiques. La décentralisation dont il est question au Cameroun sous le processus de démocratisation, lorsque perçue sous l'angle de la prospective, peut conduire à une gestion à la fois participative, responsable et, transparente de la sphère publique locale et régionale.

### **II.1.1. De la gestion participative de la sphère publique locale et régionale**

La décentralisation fait partie, nous l'avons dit plus haut, du noyau dur de la gouvernance. Elle est certes un principe d'aménagement du territoire. Mais, elle est aussi une modalité de gestion des affaires publiques. A ce titre, lorsque qu'elle est mise en œuvre de manière optimale, elle est irréfutablement un indicateur de la bonne gouvernance, un élément de l'ossature de celle-ci sans laquelle l'on ne saurait valablement en parler.

Au Cameroun, la décentralisation en cours d'implantation sous le processus de démocratisation ouvre tant bien que mal la porte aux populations de participer à la gestion des affaires publiques locales par le biais de l'élection des conseillers municipaux, des maires, des conseillers régionaux et des présidents des conseils régionaux. Ainsi, tous les cinq ans le corps électoral est convoqué pour désigner les conseillers municipaux, à charge pour ceux-ci

de désigner les exécutifs municipaux. C'est le principe de la démocratie représentative par lequel les populations d'une collectivité territoriale décentralisée ont, par le biais électif, un mot à dire dans la gestion des affaires qui les concernent dans leur localité. Il existe néanmoins une regrettable exception camerounaise relativement aux mécanismes participatifs mis en branle dans le cadre de la décentralisation. Cette exception fait que dans les communautés urbaines qui sont des collectivités territoriales décentralisées d'une importance plus grande que la commune, les exécutifs soient nommés par décret présidentiel, pour des raisons éminemment politiques.

En plus de cette entorse spécifiquement camerounaise, la démocratie représentative au travers des collectivités territoriales décentralisées présente des limites dans sa fonction participative. Ces limites qui sont d'ordre général et ne concernent pas spécifiquement le Cameroun, peuvent se situer à trois niveaux. D'abord, certains critiques de la démocratie représentative pensent que « la démocratie ne consiste pas à mettre épisodiquement un bulletin dans l'urne et à déléguer le pouvoir à un élu puis à se taire pendant sept ou cinq ans. Elle est action continuelle du citoyen, non seulement sur les affaires de l'Etat, mais sur celles de la commune, de l'association, de la coopérative. [...] Si cette présence vigilante n'est pas assurée, les gouvernements, les corps organisés, les fonctionnaires en butte aux pressions de toute sorte, sont abandonnés aux tentations de l'arbitraire » (Gaudin 2007 :35). Cette critique rend à l'évidence que le principe électif qui est au cœur même de la démocratie représentative, à lui seul, ne suffit pas pour que les élus qui reçoivent mandat des électeurs agissent dans le sens souhaité par ceux-ci. Il importe dès lors que d'autres mécanismes soient mis en œuvre pour que les populations concernées par les politiques publiques locales puissent se reconnaître dans les décisions qui en résultent.

Ensuite, Bernard Marin a mis en relief un désavantage des vertus participatives de la démocratie représentative en 1996. Selon lui, « loin de suivre l'idéal du gouvernement du

peuple par le peuple où chacun peut, tour à tour, être gouvernant et gouverné, les promoteurs de la démocratie représentative ont plutôt cherché à promouvoir un gouvernement par les élites, en restreignant le champ des électeurs comme celui des citoyens éligibles. Cet équilibre, à en croire cet auteur, n'a été rompu que du côté des électeurs du fait de l'extension du suffrage universel à tous les citoyens masculins comme féminins » (Manin 1996 :16)

Enfin, certaines caractéristiques non démocratiques de la démocratie représentative viennent plomber ses vertus participatives. A cet égard, Y. Sintomer relève trois choses. La première concerne « la procédure de désignation des représentants qui réserve les charges à des individus éminents que leurs concitoyens jugent supérieurs aux autres. [La seconde concerne] l'indépendance de ces représentants qui n'ont pas de mandat impératif.[ La troisième enfin touche à] la liberté laissée aux gouvernants quant au respect des engagements pris auprès des électeurs » (Sintomer 2009 : 19).

Ces charges qui pèsent sur les vertus participatives de la démocratie représentative ne la vident toutefois pas de toute substance au regard de l'idée d'associer le peuple à la gestion des affaires publiques tant à l'échelle locale, régionale que nationale. Elles suscitent plutôt des réactions correctives ou palliatives. C'est dire en d'autres termes que la gestion participative de la sphère publique locale ou régionale qu'induit par principe la décentralisation peut, au Cameroun, emprunter la voie de la démocratie participative sans pour autant remettre en cause la démocratie représentative. A dire vrai, l'idée de l'intervention directe des citoyens dans le champ de la décision politique, [malgré la complexité et le gigantisme des sociétés politiques modernes], et quelque soit la dénomination qui lui est attribuée – participation des habitants ou des usagers, démocratie délibérative, démocratie participative, etc. – s'impose de plus en plus à travers le monde. La démocratie participative dont la décentralisation peut être le vecteur au Cameroun, en raison de ce qu'elle rapproche le centre de décision politico-administratif des citoyens, contribue à nourrir cette idée d'intervention directe des citoyens

dans le champ politique. Par démocratie participative, il faut entendre une nouvelle forme de partage et d'exercice du pouvoir fondée sur le renforcement de la participation des citoyens à la prise de décision politique. Loin d'être assimilée à la démocratie directe ou à une véritable démocratie au sens étymologique du terme, la démocratie participative se propose d'associer les habitants à la prise de décision, voire à la gestion ou cogestion d'une fraction des ressources publiques. Ainsi défini, la démocratie participative trouve sa référence originaire dans la Grèce antique. Cette référence, dans le contexte contemporain de la pratique politique, situe la démocratie dans une perspective normative, tendue vers un idéal, et favorisant le développement d'initiatives de citoyenneté active. De là survient l'idée de démocratie participative, en tant qu'elle peut, dans le contexte camerounais de recherche de voies vers une bonne gouvernance, garantir l'efficacité et la légitimité de la gestion de la sphère publique locale et régionale.

### **II.1.2. De la gestion responsable et transparente de la sphère publique régionale et locale par le biais de la décentralisation**

Le concept de responsabilité ici est pris au sens anglo-saxon *d'accountability*. Pris dans ce sens, la responsabilité emporte l'idée pour les gouvernants, aussi bien à l'échelle locale, régionale que nationale, de rendre compte de la façon dont ils gèrent la parcelle de pouvoir qui leur est confiée soit par voie de nomination, soit par voie d'élection. A ce titre, ils « (...) sont tenus pour responsables de leurs actions et de leurs décisions » (Gorand 1992 :20), ils en répondent. Ayant trait à l'efficacité dont font preuve les gouvernés pour exercer une influence sur les gouvernants, « la responsabilité est une variable politiquement significative, surtout dans les sociétés qui sont socialement et économiquement différenciées ; car, la confiance et la réciprocité qui fondent la bonne gouvernance ne se maintiennent pas

facilement dans un contexte où n'existe aucune règle particulière ayant trait à la responsabilité des dirigeants politiques face à la société civile » (Gorand 1992 :20)

Dans les pays d'Afrique au Sud du Sahara comme le Cameroun, le principe de responsabilité n'a pas toujours fait partie des mœurs politiques. La société civile n'y ayant pas eu d'existence sous le parti unique, les responsables politiques à différents niveaux se sont toujours comportés comme de véritables potentats n'ayant de compte à rendre qu'au potentat suprême, père de la nation, chef du parti unique et, chef de l'Etat. Il en a résulté une absence de culture *d'accountability*. La décentralisation, dans la mesure où elle rapproche le centre de décision politico-administratif des gouvernés, et surtout où elle peut être vectrice de démocratie participative, est susceptible de socialiser les gouvernants locaux et régionaux à la culture de rendre compte. Ceci est d'autant plus probable que les différents paliers de la société civile, dans le cadre d'une démocratie participative, sont associés à la prise de décision au niveau de la collectivité territoriale décentralisée, et donc ont un mot à dire dans celle-ci.

La responsabilité, le fait d'être mis dans une posture où l'on répond de ses actes, où l'on rend compte de sa gestion des affaires locales ou régionales, emporte en soi l'obligation de transparence. Celle-ci apparaît dès lors comme la conséquence de la responsabilité. Elle se décline en une absence d'opacité dans la gestion des affaires publiques. A ce titre, elle suppose la traçabilité des différentes opérations constitutives de celle-ci, et participe de la démocratie administrative. Elle est un gage de l'efficacité dans la gestion de la sphère publique, au même titre que la responsabilité qui peut en être à l'origine ; toutes choses qui fondent la bonne gouvernance.

## **II.1. Décentralisation et possibilité d'un développement humain local durable au Cameroun**

Le développement humain durable peut être porté par la bonne gouvernance qu'induit le processus de décentralisation en cours au Cameroun. Avant de voir comment la décentralisation peut introduire, par le biais de la bonne gouvernance, le développement humain durable dans les collectivités territoriales décentralisées au Cameroun, il importe d'apporter un éclairage, fut-il sommaire, sur la notion de développement humain local durable.

### **II.1.1. La notion de développement humain local durable**

La notion de développement a longtemps été circonscrite à la maximisation de la croissance et de la compétitivité économiques. Apparue dans le cadre du nouvel ordre mondial issu de la seconde guerre mondiale, ainsi que des organisations internationales qui en résultent, l'expression développement et ses corrélats (sous-développement, pays en développement, tiers-monde etc.) connaissent une fortune idéologique indéniable. Mais surtout, elles mobilisent d'innombrables théories explicatives (théorie du cercle vicieux de la pauvreté, théorie de l'étroitesse des marchés, théorie de l'absence du capital social, théorie du cercle vicieux démographique, théorie des effets de démonstration, etc.). Ces théories partent de la dichotomie développement / sous-développement et, tentent diversement une explication des facteurs de blocage des pays en développement, en retenant comme critère pour booster le développement, la croissance et la compétitivité économique.

Au cours des années 1980 et 1990, cette approche du développement connaîtra une crise et une désaffection. Aussi connaîtra-t-elle une tentative d'enrichissement par la prise en compte d'autres critères comme l'indice de développement humain calculé par le PNUD depuis 1990, sur la base des travaux d'Amartya Sen. Le concept de développement durable, à l'instar de celui de l'indice de développement humain, traduit une tentative de reformulation et d'enrichissement de la notion de développement. Il signifie, dans la perspective du

développement, « l'intégration équilibrée des objectifs économiques, sociaux et environnementaux des sociétés, dans un esprit d'équité et avec le souci de préserver les générations futures » (Smouts et al 2006 :127) . Le développement durable, que ce soit au niveau national, régional ou local, met ainsi en relation synergique significative l'économie, l'environnement et le social, et se situe aussi bien dans le court, le moyen et le long terme. La prise en compte de ces éléments a permis à l'OCD d'opter désormais pour la définition suivante du développement : « l'amélioration, par les hommes et les femmes, de leurs capacités à réaliser leur potentiel humain, individuel et collectif »

## **II.2.2 Décentralisation et perspective de développement humain local durable au Cameroun**

La décentralisation en cours au Cameroun est indissociable de l'idée de bonne gouvernance qui, elle-même est porteuse de l'idée de développement humain local durable. Le cadre institutionnel mis en place pour accompagner la décentralisation et les actions menées dans ce cadre en disent long. Nous nous limiterons ici au Programme National de Développement Participatif (PNDP) pour étayer notre propos. En Afrique, il ne saurait avoir de développement véritable que celui qui associe la base aux initiatives de développement. C'est du moins l'idée que portent les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux en concourant, entre autres, à la création du PNDP au Cameroun. Le fait est que « dans le fond l'Etat africain n'a jamais été constitué. L'institutionnalisation étatique à l'échelle de chaque pays ne s'est pas inscrite dans une dynamique et un cadre commun, transcendant, qui emporte l'adhésion de tous. Jusqu'à nos jours, de multiples consciences infranationales se côtoient qui constituent des cadres de référence à la fois sécurisant [pour les populations] et étouffant [au regard de la constitution de l'Etat]» (Sawadogo 2001 :197). La décentralisation étant un principe de responsabilisation à la base des communautés infranationales inscrit le



développement dans une dynamique qui emporte l'adhésion de la majorité des membres de la collectivité nationale. Elle est porteuse d'une conception du développement soucieuse en même temps de la croissance économique, de la protection de l'environnement et de la promotion du social, dans une posture de proximité. Ceci à condition que les membres de la communauté de base et leurs dirigeants élus localement fassent une appropriation judicieuse des éléments fondateurs du développement durable. Cette perspective est d'autant plus avérée que d'une manière générale, « le discours sur le développement durable a beaucoup contribué à l'idée de gestion participative, de reconnaissance des savoirs locaux, de respect des cultures locales » (Smouts et al 2006 :133).

Pour en venir au PNDP, il faut dire qu'il a été créé en 2004 avec le concours des bailleurs de fonds pour une durée de 12ans en 3 phases de 4ans chacune. Il s'inscrit dans la perspective des politiques publiques de développement local durable. Aussi met-il en œuvre des appuis techniques et financiers aux communes, des formations d'élus, l'élaboration de plans de développement communaux et la réalisation des microprojets jugés prioritaires par les populations et leurs élus. L'objectif final est de fournir aux communes les capacités de gestion financières et techniques pour maîtriser leur développement et ainsi promouvoir durablement le bien être de leurs populations.

Dans ses deux premières phases, cette institution a produit des résultats perceptibles, dans les domaines suivants en rapport avec le développement local :

- **la planification locale** : A travers une démarche pédagogique, le PNDP a accompagné 329 communes dans l'élaboration de leurs Plans Communaux de Développement (PCD). Ce document qui favorise la participation de tous les acteurs au niveau local définit la vision à long terme du développement social, économique, environnemental et culturel de la Commune. De par son organisation en secteur, le PCD est un outil idéal pour l'identification

des besoins sectoriels à consolider dans le cadre de l'élaboration du Budget d'Investissement. On peut cependant regretter que le niveau global d'appropriation des PCD reste encore faible. En effet, malgré la prise de conscience de plus en plus forte de l'importance des PCD, certains acteurs ne reconnaissent toujours pas en ce document, le canal idéal de financement du développement au niveau local. La conséquence sur le terrain en est les doublons et les actions non pertinentes.

- **Elaboration d'une base de données nationale sur les communes** : Le PNDP a conçu une base de données évolutive qui contient toutes les données des infrastructures socio-collectives et marchandes des communes. Une interface connexe à cette base de données permet de produire des cartes thématiques qui facilitent la planification et l'aménagement au niveau local ;

- **Engagement Citoyen** : Le PNDP a réalisé une expérience pilote de contrôle citoyen dans sa 2ème phase à travers la méthode du *Scorecard* dans 10 communes. Cette expérience a permis aux communes concernées d'avoir la perception de leurs populations sur les services fournis et d'envisager des améliorations. Cette opération a fait ses preuves comme un outil de gouvernance efficace à travers lequel des changements considérables peuvent être capitalisés dans la commune;

- **coordination au niveau local** : Le Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels (COMES) a été l'instance de coordination des actions mises en œuvre au niveau communal afin d'éviter des doublons et garantir la synergie et l'adéquation des actions de développement avec les politiques sectorielles

- **octroi d'une allocation aux communes** : Le PNDP a procédé au financement des communes sur la base des allocations. Ce système a permis une plus grande efficience dans la gestion de ces ressources. En effet, les maires ont pu réaliser de nombreux microprojets au

profit de leurs populations selon la limite disponible de leurs allocations. De même, le système d'allocation a également permis de se rendre compte que les maires sont capables, moyennant un accompagnement, de gérer efficacement les ressources pour le développement de leurs communes, ce qui constitue une avancée à capitaliser dans le cadre du processus de décentralisation en cours ;

**- amélioration de la qualité des microprojets :** Plusieurs mesures visant à améliorer la qualité des microprojets ont été prises notamment, la réalisation de l'étude de faisabilité des microprojets par des consultants spécialisés, l'adjonction d'un contrôleur à chaque microprojet et, le recrutement au sein des unités de mise en œuvre du Programme d'un ingénieur chargé des infrastructures. Malgré toutes ces dispositions, la qualité des microprojets réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du PNDP reste encore perfectible.

La méthodologie du PNDP, dictée par la logique du processus de décentralisation en cours, impose que l'identification des microprojets procède d'une démarche libre et démocratique des bénéficiaires. Avec la précarité du cadre de vie des populations en milieu rural, les microprojets socio-collectifs l'emportent très aisément sur les microprojets de développement économique. Dans un tel contexte, le faible niveau de revenu des ménages rend dans certains cas inaccessibles, les différents services sociaux de base mis à leur disposition par le PNDP. Ce qui justifie davantage la nécessité d'encourager des activités pouvant permettre de relever le niveau de revenu des ménages dans les communes.

## **Conclusion**

Au détour des développements qui précèdent, il apparaît que la décentralisation au Cameroun perçue sous l'angle de l'analyse prospective, peut booster aussi bien le processus de démocratisation en cours que la pratique de la bonne gouvernance. Toutefois, le potentiel dont elle est porteuse relativement à ces deux exigences ne pourra être matérialisé de manière efficace que si les acteurs de la scène politique locale s'efforcent de transcender les habitus autoritaristes qui structurent leur manière d'être au plan politique, de s'orienter vers la démocratie participative, et de s'approprier les piliers de la bonne gouvernance. La situation actuelle du pays porte à croire qu'il y a là un saut qualitatif à réaliser dans une double direction. La première devra consister à briser les pesanteurs qui accompagnent actuellement le processus de décentralisation en cours. La seconde consistera à intérioriser les valeurs exogènes dont est porteuse une décentralisation vectrice de démocratie et de bonne gouvernance, de manière à ce que celles-ci ne soient pas de simples épiphénomènes comme semblent l'être aujourd'hui l'Etat postcolonial au regard des communautés infra-étatiques envers lesquelles les populations vouent une allégeance plus légitime.

## Références Bibliographiques

- Ako'o Afane, J.C (2009); La décentralisation administrative au Cameroun, Paris, l'Harmattan.
- Arendt, H (1995). Qu'est-ce que la politique ; éd. Seuil, (Trad. Française).
- Gorand, H (1992) Gouvernance et étude de la politique. In H. Goran & M. Bratton, Gouverner l'Afrique : vers un nouveau partage des rôles (pp1-37), Paris, Nouveaux horizons.
- Bayart, J-F(1991) « La problématique de la démocratie en Afrique noire », Revue politique africaine n°43.
- Bodin, J (1989). La République, Paris, réédition corpus des philosophes français.
- Bourdieu, P (1980). Le sens de la pratique, Paris, Les éditions de Minuit, livre 1.
- Bourdieu, P (1972). Esquisse d'une théorie de la pratique, Genève, Droz.
- Boure, R. et Loiseau, G (2003) Démocratie locale et internet, Toulouse, Presse universitaire de Mirail, Coll. « Science de la société » n°60.
- Bourg, G (2002) ; « Le principe de précaution : mode d'emploi », Revue des sciences humaines, n° 126.
- Castor, S (1997-1998). « Décentralisation et démocratisation », Journal of Haitian Studies, vol 3/4.
- De Tocqueville, A (2001). De la démocratie en Amérique, édition numérique réalisée en 2001 par JM Trembley, à partir de la 15<sup>e</sup> éd. De 1815 ;
- Durkheim, E (1983). Les règles de la méthode sociologique, Paris, PUF.
- Gaudin, J.P.( 2007) La démocratie participative, Armand Colin.
- Jouvenel, H (1999). « Prospective : un bref guide méthodologique », Revue futurible, n°247.
- Manin, B (1996). Principes du Gouvernement représentatif, Flammarion.
- Médard, J-F (1991). « Autoritarisme et démocratie en Afrique noire », Revue politique africaine, n°43.
- Mouiche, I (2012). « Dénomination et territorialité urbaine, chefferie traditionnelle et questions identitaires en pays bamiléké », Cahier juridiques et politiques, Université de Ngaoundéré.
- Mouiche, I (2011). « Autochtones, libéralisation, et construction d'une sphère publique locale au Cameroun », African Study review.
- Morin, E (1984). Sociologie, Fayard.
- Ngane, S (2010). La décentralisation au Cameroun : enjeu de gouvernance, Afrédit,.
- Nack Mback, C (2003). Démocratisation et décentralisation. Génèse et dynamiques comparées en Afrique sub- saharienne, Karthala.
- Pactet, P (1993). Institutions politiques et droit constitutionnel ; Paris, Masson, 12<sup>e</sup> éd.
- Peya, M.I (2014). Entre le bon sens et l'alternance absolue : l'Afrique à la croisée des chemins ; La nouvelle pensée.
- Berger, G. et al (2007). De la prospective. Textes fondamentaux de la prospective française, 1955-1966, Paris, l'Harmattan.
- Ribot, A (2006) *Accountability in democratization : a framework with south asian and african cases ; journal of developing areas.*
- Sawdogo Raogo, A (2001). L'Etat africain face à la décentralisation, Paris, Khartala.
- Simptomer, Y(2009). Problèmes économiques et sociaux, la documentation française.
- Smouts et al. (2006). Dictionnaire des relations internationales, 2<sup>e</sup> éd., Dalloz
- Touo, H. (2010) « Le double scrutin de 2007 au Cameroun : entre démocratisation et déficit de transparence » ; Cahiers juridiques et politiques, Université de Ngaoundéré.
- Wanou, O (2000) « Réflexion sur la gouvernance en Afrique »; Demain le monde, n°47.
- <http://www.pndp.org/interne.php?idsmenu=173>